

Siège social

26 avenue Christian Doppler
777700 Bailly-Romainvilliers
Tél. 01 76 43 01 68

contact@seleste.fr

www.seleste.fr

Préfecture du de la Haute-Savoie

Direction Départementale de la Protection des Populations
Rue 30^E Régiment d'Infanterie
74 000 Annecy

Bailly-Romainvilliers, le 18 décembre 2023

Nos réf. : **ECO2273**

Objet : *Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale
Régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.*

Monsieur le Préfet,

La France compte environ 63 millions d'animaux familiers dont 1,6 million meurent chaque année.

A l'heure où l'animal est devenu un véritable membre de la famille, nombreux sont les propriétaires de chiens et de chats, mais aussi de perroquets, d'écureuils, de furets ou de chevaux, qui souhaitent offrir à leur compagnon d'une vie une fin digne et plus acceptable que l'équarrissage.

Dans un contexte où le bien-être et la bientraitance animal sont devenus un sujet de société, quand les mesures sanitaires restent plus que jamais un enjeu majeur et au moment où notre rapport aux animaux de compagnie s'humanise de plus en plus, le marché de service de crémation pour animaux de compagnie est en pleine progression.

A ce jour :

- Environ 50 % des Français déclarent être prêts à incinérer leur animal domestique. Parmi eux, plus de 80 % souhaitent récupérer les cendres ;
- On compte environ 900 000 crémations par an en France (individuelles ou partagées).

C'est dans ce contexte que la société SELESTE projette la construction de plusieurs crématoriums animaliers en France, dont un **crématorium animalier** sur la commune de **Clarafond-Arcine** (74), objet du présent dossier.

Dans le cadre d'une étude de marché, la société SELESTE a identifié un déficit d'infrastructures existantes de crémations animalières dans la Haute-Savoie et au niveau des départements limitrophes.

Le projet de crématorium animalier de la société SELESTE sur la commune de Clarafond-Arcine permettra donc de répondre à un besoin grandissant des populations avoisinantes, mais aussi des professionnels de la filière vétérinaire.

Les activités projetées par la société SELESTE nécessitent des installations spécifiques pouvant générer des nuisances et des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes.

Le Livre V Titre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) établit les règles et procédures à suivre pour les installations susceptibles de présenter des risques pour l'environnement et la population avoisinante.

La liste de ces installations « *à risques* » est détaillée dans la nomenclature ICPE dont le contenu a connu des modifications au fur et à mesure de la parution des décrets de refonte. La nomenclature définit pour chaque rubrique des seuils à partir desquels l'installation est classée sous le régime soit de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

L'activité du site sera soumise à **autorisation** au titre de la **rubrique 2740** (incinération de cadavres d'animaux) de la nomenclature ICPE (article L. 511-1 du Code de l'Environnement).

Le crématorium comprendra deux appareils de crémation d'une capacité unitaire maximale de réduction en cendres de 40 kg/h. Toutefois, les appareils de crémation installés seront calibrés à **23 kg/h**. Le crématorium assurera la crémation d'environ **20 000 animaux domestiques par an**. Environ 70 % de ces crémations seront partagées, ce qui ramène **le nombre de crémations** à environ **1 400 par an**.

L'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier et les décrets n° 2017-81 et n° 2017-82 du 26 janvier 2017 ont inscrit le dispositif d'autorisation environnementale dans le Code de l'Environnement aux articles L. 181-1 à L. 181-31 et R. 181-1 à R. 181-56.

L'autorisation environnementale est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2017. Cette autorisation environnementale s'applique aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ainsi qu'aux Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis à la loi sur l'eau (IOTA) relevant du régime de l'autorisation.

Cette procédure unique poursuit trois objectifs :

- Simplifier les procédures sans diminuer le niveau de protection environnementale ;
- Améliorer la vision globale de tous les enjeux environnementaux d'un projet ;
- Accroître l'anticipation, la lisibilité et la stabilité juridique pour le porteur de projet.

Les installations projetées par la société SELESTE étant soumises à autorisation au titre de la réglementation ICPE, elles sont en conséquence soumises à autorisation environnementale.

A ce titre, je soussigné **Julien HANOKA**, agissant en qualité d'**adjoint de direction** de la société GENERYS pour le compte de :

SELESTE SCIC

26 avenue Christian Doppler
77700 Bailly-Romainvilliers
SIRET : 92105156100014

Ai l'honneur de solliciter en application des parties législative et réglementaire du Chapitre Unique du Titre VIII du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement l'**Autorisation environnementale** d'un crématorium animalier sur la commune de Clarafond-Arcine (74). Ces installations sont projetées au niveau de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) III de la Semine sur la commune de Clarafond-Arcine.

A noter que les procédures d'autorisation ICPE et IOTA sont remplacées par la procédure d'autorisation environnementale. Ce dossier est effectué en application des parties législative et réglementaire du Chapitre Unique du Titre VIII du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif à l'autorisation environnementale.

En application de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, le projet est soumis à un examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale. Suite à la demande d'examen au cas par cas effectuée par la société SELESTE, l'Autorité Environnementale a fait part de sa décision en date du 23 décembre 2021 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.

En application de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, le projet ne doit donc pas faire l'objet d'une évaluation environnementale. Conformément à l'article L. 122-1 du Code de l'Environnement, le présent dossier de demande d'autorisation environnementale comprend une étude d'incidence environnementale. Ainsi, le présent dossier ne sera pas soumis à l'avis de l'autorité environnementale compétente.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale se compose des éléments requis aux articles R. 181-13 et D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, notamment :

- D'un résumé non technique du dossier (feuillet à part) ;
- D'une présentation générale ;
- D'une notice d'incidence environnementale de l'installation sur son environnement (le projet étant non soumis à évaluation environnementale sur décision de l'autorité environnementale compétente) ;
- D'une notice de danger exposant les dangers que peut présenter l'installation ;
- De l'avis du Président de la Communauté de Communes de Usses et Rhône sur les conditions de remise en état du site après cessation d'activité ;
- D'une analyse de compatibilité aux plans et programmes applicables ;
- Des Annexes.

